



Délégation suisse près l'OCDE



Chères lectrices, chers lecteurs,

Après une période marquée par la pandémie de COVID et une longue phase de transition, l'OCDE a repris sa vitesse de croisière. Le nombre de réunions et la présence de délégués autant que d'experts ont retrouvé leur niveau d'avant crise. De plus, les progrès opérés en matière de technologie numérique, en permettant d'assister aux séances sur un mode virtuel, étendent la participation.

Signalons quelques changements au niveau du Secrétariat : les équipes ont été complétées par l'arrivée de la nouvelle Secrétaire générale adjointe Fabrizia Lapecorella, de la Cheffe économiste Claire Lombardelli, de la Directrice du Centre de la taxation et de l'administration fiscales Manal Corwin.

Le 26 avril, le Conseil a célébré le 75^{ème} anniversaire de la Fondation de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), ancêtre de l'OCDE. À cette occasion, M. Luc Bauer, fils du premier représentant suisse auprès de l'OECE a évoqué, dans son intervention, les premières années du Plan Marshall. Ses recherches feront l'objet d'un livre qu'on espère pouvoir présenter à Paris avant la fin de l'année.

Les 7 et 8 juin s'est tenue, sous la présidence du Royaume-Uni, [réunion du Conseil au niveau des ministres \(RCM\)](#). Elle avait pour thème « Assurer un avenir résilient : des valeurs communes et des partenariats mondiaux ». Cette rencontre a fourni l'occasion de discuter de défis économiques, sociaux, environnementaux et politiques d'une rare ampleur dans le contexte de l'agression militaire russe contre l'Ukraine. Lors de ce sommet, les Ministres ont approuvé un programme-pays de l'OCDE en faveur de Kiev.

Le focus géographique de cette RCM portait sur l'Indo-Pacifique. Il s'est surtout traduit par l'adoption d'un nouveau Cadre stratégique de l'OCDE pour cette région.

Dans cette nouvelle édition de notre Lettre d'information, vous trouverez également des contributions concernant la taxation des multinationales, les dernières Perspectives économiques avec une étude sur le statut économique des femmes, le Forum mondial sur la technologie et le Social Institutions & Gender Index qui dresse un tableau des inégalités de genre dans les institutions sociales dans 179 pays.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Giancarlo KESSLER

Ambassadeur, Représentant permanent

Délégation suisse près l'OCDE

CONTENU

[FISCALITÉ - La Suisse pionnière dans la ratification populaire de l'impôt sur les multinationales](#)

[PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES - La croissance mondiale profite de l'essor de l'Asie](#)

[NOUVELLES TECHNOLOGIES - Albert Einstein invité d'honneur au Forum mondial sur la technologie](#)

[ÉGALITÉ DES GENRES - Du respect, tu temps, de l'argent et des données](#)

[AUTRES PUBLICATIONS](#)

[CALENDRIER OCDE](#)

FISCALITÉ

La Suisse pionnière dans la ratification populaire de l'impôt sur les multinationales

Le 18 juin 2023, les électeurs suisses ont approuvé par référendum à 78,5% une modification de la Constitution qui permettra à la Suisse d'appliquer les règles de l'impôt minimum de l'OCDE. Avec un taux de participation de 42%, le projet a été accepté par les vingt-six cantons.

Les [pays membres](#) du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 sur le [BEPS](#) s'étaient engagés en octobre 2021 en faveur d'une solution à deux piliers. Cette dernière prévoit des règles d'imposition spécifiques pour les grands groupes, actifs au niveau international. L'un des éléments consiste en une taxation minimale de 15% sur les bénéfices des entreprises. Aujourd'hui, en Suisse, cette taxation varie selon les cantons ; elle est

parfois inférieure à 15%. Il s'agissait d'introduire un impôt minimum. Pour les petites entreprises, les taux d'imposition restent inchangés. Cette inégalité de traitement nécessitait une modification constitutionnelle.

Lors de la campagne de votation, l'idée de base de l'impôt minimum n'a pas été contestée. En effet, l'impôt minimum est techniquement conçu de façon qu'un prélèvement complémentaire permette de compléter la somme prélevée jusqu'à 15%. A défaut, la différence aurait été perçue par d'autres États ce qui aurait constitué un manque à gagner pour la Confédération. Il n'y avait donc aucun intérêt à ne pas introduire cet impôt minimum conseillé par l'OCDE, si ce n'est pour gaspiller des recettes fiscales à l'étranger. Le Parlement était en revanche réservé sur la répartition des recettes de l'impôt minimum - estimées entre 1 et 2,5 milliards de CHF. La proposition parlementaire de redistribuer 75% des recettes aux cantons concernés et d'en attribuer 25% au budget fédéral a également été acceptée lors de cette votation.

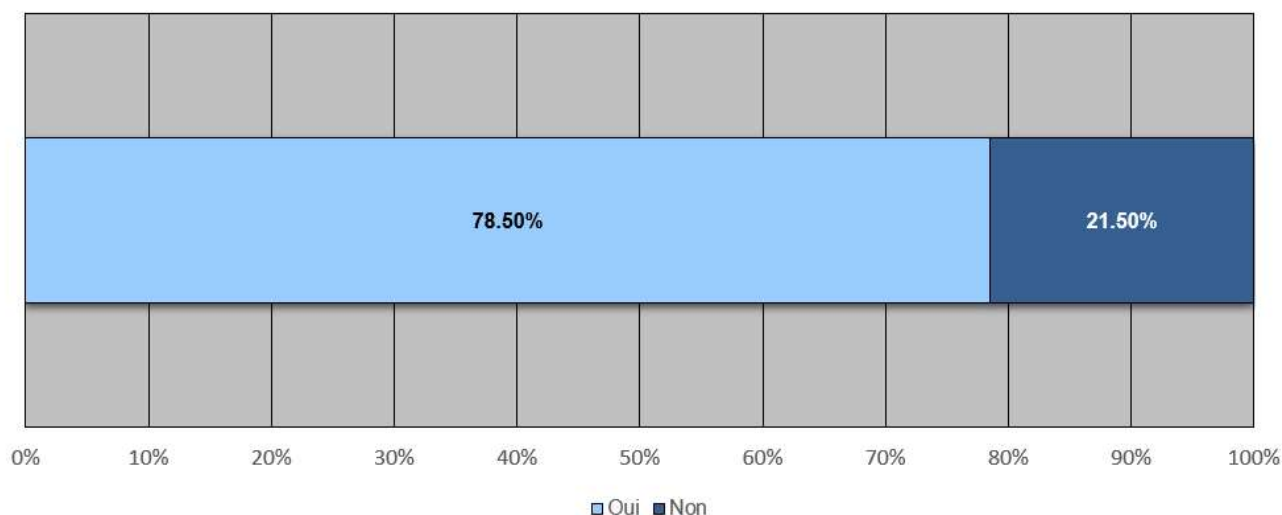
En l'état actuel, une cinquantaine de pays - dont de nombreuses grandes économies - envisagent d'introduire un impôt minimum. Toutefois, la Suisse devrait être, pour l'heure, le seul pays à avoir sanctionné démocratiquement cette nouvelle réglementation émanant de l'OCDE par un vote populaire. Fait d'autant plus notable que, par le passé, les normes élaborées par l'OCDE dans le domaine fiscal ont souvent été qualifiées par ses adversaires de "*soft law*" négociée par des technocrates, puis transformée en "*hard law*" sans aucune légitimité démocratique. Cette critique ne s'applique pas dans le cas de l'impôt minimum, grâce au vote populaire.

Une convention multilatérale est actuellement en cours d'élaboration sur le "pilier 1" de la solution à deux piliers. Elle prévoit une adaptation des dispositions internationales en vigueur sur la répartition fiscale des bénéfices des multinationales. La signature de la convention par les États membres est prévue d'ici la fin de l'année.

[Lien vers la page BEPS de l'OCDE](#)

[> retour haut de page](#)

Résultat de la votation du 18 juin Imposition minimale de l'OCDE/G20



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

La croissance mondiale profite de l'essor de l'Asie

Le 7 juin, l'OCDE a présenté ses dernières [Perspectives économiques mondiales](#) en ouverture de la réunion annuelle du Conseil ministériel de l'OCDE (MCM).

L'Organisation prévoit une croissance mondiale faible : 2,7% en 2023 et 2,9% en 2024. Cette évolution équivaut à un ralentissement par rapport à la tendance observée avant la pandémie de Covid. Elle est, dans une large mesure, soutenue par le fort développement économique en Asie.

La détente des prix de l'énergie et une ouverture plus rapide que prévue de l'économie chinoise, laquelle génère actuellement des effets de second tour positifs dans l'ensemble de l'Asie, incitent l'OCDE à un optimisme prudent. Par rapport aux prévisions intermédiaires de mars 2023, la croissance économique pour l'année en cours a été revue à la hausse de 0,1 points de pourcentage. Mais l'inflation de base persistante et les effets des hausses cumulées des taux directeurs au cours des douze derniers mois obèrent toujours ces prévisions.

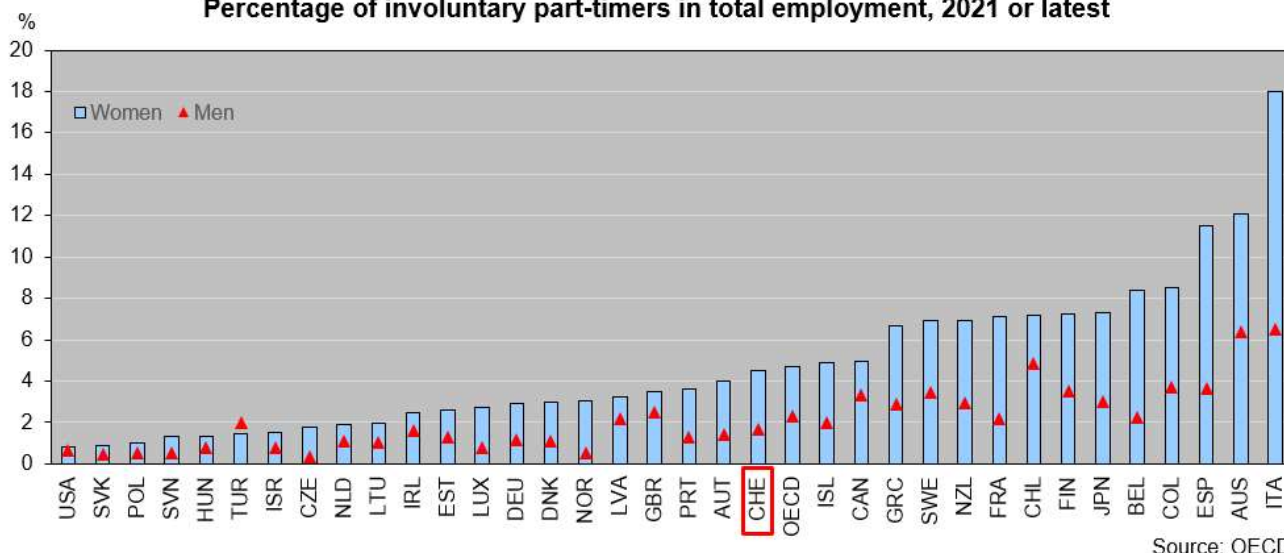
L'OCDE entrevoit des risques clairs de baisse pour l'économie mondiale. La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine continue de plonger les acteurs économiques dans l'incertitude. La persistance de l'inflation pourrait nécessiter une politique monétaire plus restrictive que prévue, ce dont devrait particulièrement souffrir les économies émergentes. En outre, le scénario d'une nouvelle pénurie d'énergie reste probable.

Outre les perspectives macroéconomiques, le statut économique des femmes était également au centre des Perspectives économiques. L'accent a été mis sur le taux d'activité plus faible et les salaires moyens plus bas des femmes par rapport aux

hommes dans le monde. Le recul de ces disparités (« gender wage and employment gaps ») a été faible au cours des dernières décennies. Par exemple, dans de nombreux pays, les femmes continuent à occuper des postes moins bien rémunérés au sein d'une même entreprise, et ce à compétences et qualifications égales à celles de leurs collègues masculins. De même, les temps partiels subis touchent majoritairement les femmes, et plus encore les femmes étrangères.

Involuntary part-time is more prevalent among women

Percentage of involuntary part-timers in total employment, 2021 or latest



Ce fossé résulte de facteurs institutionnels et sociaux de genres. Dans ce contexte, l'OCDE recommande l'adoption de diverses mesures inclusives destinées à améliorer le statut des femmes sur le marché du travail : par exemple, l'accès à des services de garde d'enfants abordables et des incitations à un partage égalitaire du congé parental. De même, l'OCDE défend-elle l'imposition individuelle. En effet, la taxation commune des couples engendre, de façon progressive, un impact disproportionné sur le revenu du second contributeur aux revenus du foyer (en majorité des femmes).

[Lien vers les Perspectives économiques](#)

[> retour haut de page](#)

OCDE - Réunion ministérielle 2023

Malgré l'Ukraine, le climat et l'égalité hommes/femmes demeurent essentiels

La Secrétaire d'État Helene Budliger Artieda représentait la Suisse lors de la Réunion ministérielle (RCM) de l'OCDE intitulée « Assurer un avenir résilient : des valeurs communes et des partenariats mondiaux ». La session consacrée à l'Ukraine en a

constitué l'un des temps forts. Le premier ministre ukrainien Denis Shmyhal a remercié l'OCDE de son soutien, tout comme la Suisse et le Royaume-Uni pour l'accueil respectif qu'il ont fait des éditions 2022 et 2023 de la Conférence sur la reconstruction de ce pays. Les questions énergétiques ont également été au centre des discussions dans un contexte d'urgence climatique imposant une remise en question des modes de production d'énergie et dans les circonstances géopolitiques poussant à accélérer le processus de discussion. Pour autant, la problématique des inégalités de genre n'a pas été négligée : outre l'adoption officielle de la Stratégie de genre de l'OCDE, la session sur les perspectives économiques a rappelé les progrès encore à accomplir en matière de revalorisation du statut économique des femmes. Car ces dernières demeurent globalement moins bien rémunérées à qualifications égales – et parfois supérieures – à celles de leurs collègues masculins.

L'adoption du Cadre stratégique de coopération avec l'Indo-Pacifique annonce un tournant pour l'Organisation qui reconnaît désormais l'importance d'un engagement durable et dynamique avec cette région. Reste à voir si l'OCDE pourra enregistrer des avancées concrètes lors de sa prochaine RCM. Le Japon s'est d'ores et déjà porté candidat à la présidence de cette réunion.

[Lien vers le communiqué de presse](#)



NOUVELLES TECHNOLOGIES

Einstein, invité d'honneur du Forum mondial sur la technologie

En marge de la réunion ministérielle de l'OCDE, s'est tenu le 6 juin le premier [Forum mondial sur la technologie de l'OCDE](#), présidé par la Secrétaire d'État britannique pour la science, la technologie et l'innovation, Chloe Smith. Ce Forum vise à créer un espace de dialogue régulier dans le but d'anticiper les opportunités et risques liés aux nouvelles technologies. Ce dialogue se veut inclusif en engageant les pays non-membres de l'OCDE mais aussi des représentants de l'industrie, des syndicats, des universités et de la société civile. Le Forum mondial souhaite également combler les lacunes des forums existants en facilitant des discussions consacrées à des sujets spécifiques (*deep dives*) et leur impact sur la société, l'économie, la sécurité et la durabilité. Les discussions sur les développements technologiques spécifiques ont, en l'occurrence, porté sur la biologie synthétique et les technologies immersives. Elles ont permis de faire la lumière sur les derniers développements, les défis, le potentiel et les

applications de ces technologies prometteuses.

L'intervention qui a peut-être le mieux illustré l'ambivalence entre impacts positifs et négatifs des nouvelles technologies a été le discours inspiré d'Albert Einstein en ouverture du Sommet, dont les images et le texte avaient été générés par l'IA. Les participants ont été naturellement amusés mais aussi déconcertés de ne pouvoir, au sens littéral, en croire leurs yeux.

Les participants ont souligné l'importance de la gouvernance globale et de l'intégration de toutes les parties prenantes impliquées. Le soutien nécessaire à la recherche portant sur les conséquences éthiques, légales et sociétales des technologies joue aussi son rôle. Les considérations éthiques, comme celle relevant des droits de l'homme doivent être prises en compte à chaque étape du développement technologique et pas seulement au niveau de la gouvernance. Des voix se réclamant du « Sud global » sont venues remettre en question le modèle présenté à l'OCDE, se demandant si la volonté d'avancer le plus rapidement possible sur un projet de gouvernance pouvait se faire au prix de la mise à l'écart des pays et des citoyens qui ne partagent pas forcément le même système de valeurs bien qu'ils représentent la majorité de la population mondiale. La tension entre inclusivité et valeurs démocratiques, en autres, est perceptible dans cette discussion qui place l'éthique et les droits de l'homme au centre de ses considérations. C'est peut-être justement cette confrontation qui fait tout l'intérêt de ce forum.

[Forum mondial sur la technologie de l'OCDE](#)

[> retour haut de page](#)



ÉGALITÉ DES GENRES

Du respect, du temps, de l'argent et des données

La grève du 14 juin, suivie par des centaines de milliers de femmes en Suisse cette année, a révélé le mécontentement latent que suscitent les inégalités de genre sociales ou professionnelles. Le slogan de cette année, Du respect, du temps, de

l'argent, résume les trois revendications mises au premier plan de cette grève : la prévention du harcèlement, l'aménagement des horaires de travail en fonction des besoins des familles ainsi que la revalorisation du travail des femmes. Qu'en dit la dernière édition du [SIGI \(Social Institutions & Gender Index\)](#) ? Créé par le Centre de Développement de l'OCDE en 2009, cet outil à mesurer les discriminations dont sont victimes les femmes au sein des institutions (lois et normes sociales entre autres) de 179 pays. Sa cinquième édition, parue en mars dernier, nous en dit plus quant au contexte helvétique.

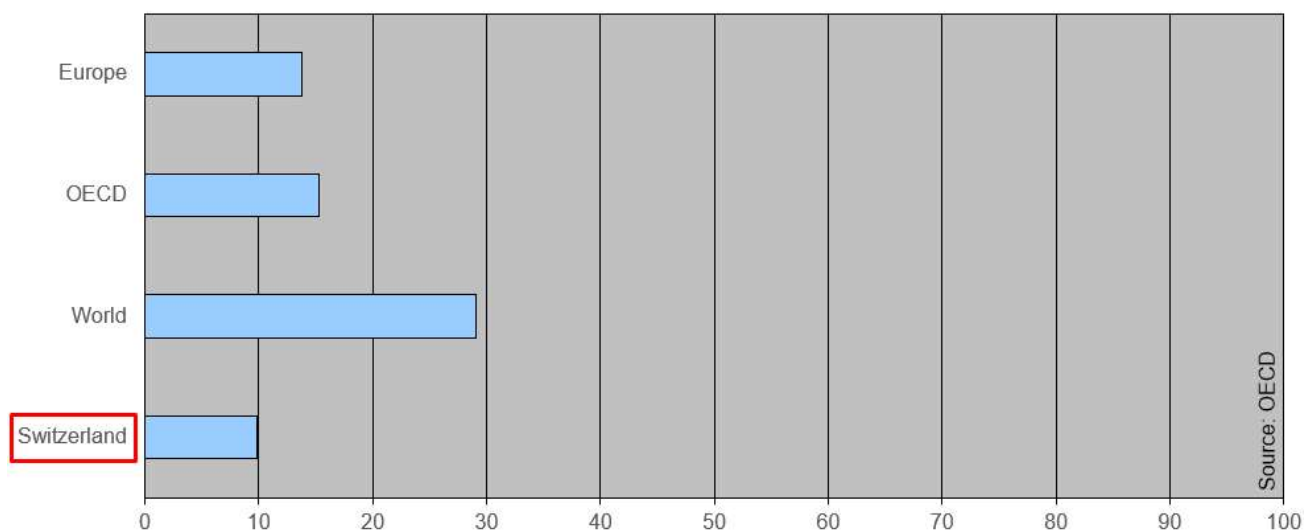
La [Suisse](#) obtient un score général de 10/100 (0 = aucune discrimination; 100 = plus haut taux de discriminations), ce qui la place parmi les plus égalitaires de l'Index. Le pilier portant sur les discriminations au sein de la famille, un des quatre critères analysés par le SIGI, dresse ainsi le constat d'un environnement particulièrement égalitaire (0/100), ne présentant aucune discrimination juridique ni pratique sociale discriminatoire (par ex. juridiction discriminatoire liée au divorce ou à l'héritage). Sur le plan professionnel en revanche, les mentalités évoluent difficilement, même dans les pays industrialisés : près de 40% de la population suisse estime que quand une mère travaille, ses enfants en souffrent (contre près de 50% en Autriche et au Portugal). En outre, 67% des postes de direction demeurent occupés par des hommes, alors que seul un faible taux de 10% de la population estime encore que les hommes font de meilleurs dirigeants d'entreprises que les femmes. Ces résultats reflètent les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées dans le monde du travail, notamment la conciliation de la vie de famille et l'évolution professionnelle, ainsi que la pression sociale qui l'accompagne. Le SIGI met en lumière la persistance d'autres problématiques comme le sentiment d'insécurité ressenti par les femmes à l'extérieur, la nuit (parmi les personnes qui confirment ce ressenti, on compte 61 femmes contre seulement 39 hommes), ou encore la juridiction liée aux violences faites aux femmes, notée 50/100 en Suisse.

Bien que l'égalité de genre n'apparaît à première vue pas comme une problématique négligée en Suisse, des outils comme le SIGI font écho aux revendications émises ce 14 juin faisant apparaître les lacunes et les travers qui perdurent au sein de la société suisse. Je vous invite à le consulter [ici](#).

[> retour haut de page](#)

Social Institutions and Gender Index

0 = no discrimination; 100 = absolute discrimination



AUTRES PUBLICATIONS

31 juillet 2023: Un cadre et un financement équitable pour la transition des pays reposant sur les industries extractives (EFFECT)

11 juillet 2023: Shaping Digital Education: Enabling Factors for Quality, Equity and Efficiency

11 juillet 2023 Employment Outlook 2023

5 juillet 2023: Rethinking Regional Attractiveness in the New Global Environment

30 juin 2023: Équité et inclusion dans l'éducation: la diversité fait la force

30 juin 2023: Panorama des administrations publiques 2023

CALENDRIER OCDE

28 septembre 2023: Première édition du IEA Critical Minerals and Clean Energy Summit

2 octobre 2023: 10th OECD Forum on Green Finance and Investment

5 octobre 2023 : Latin America and Caribbean Environmental Sustainability Summit

Rédaction: Raja Del Vecchio, Nicolas Descoeurdes, Olivia Tanner

Contributions: Clélia Jeandin, Johanna Lanitis, Irina Martin, Basil Stamm

CONTACT

Délégation suisse près l'OCDE
28, rue de Martignac
F-75007 Paris
+33 1 49 55 74 50

paris.ocde@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch/paris_ocde

[adapter le profil](#) | [se désinscrire](#)

Copyright © 2023 DFAE. Tous droits réservés.

